

Au-delà du culte de la croissance : pour une évaluation plurielle de la richesse

Date et lieu : 30 janvier 2005 (12h-15h) - salle I204

Coordination : Laurent Fraise (Pôle de socio-économie solidaire, France), Françoise Wautiez (Pôle de socio-économie solidaire, France).

Intervenants : Alex MacGillivray (New Economics Foundation, RU) ; Bernardo Reyes, (Instituto de Ecologia Política, Chili) ; Valérie Michaud, (AlterUquam, Québec) ; Ben Quinones, (Asian Pacific Coalition, Philippines/Malaisie) ; Jean-Benoît Bourgeois (France).

Thème

Face à la marchandisation croissante des activités humaines et aux limites écologiques de notre planète, une évaluation plurielle de la richesse est déterminante dans la construction d'un autre modèle de développement. Derrière la nécessité de produire des indicateurs sociétaux face à la prééminence des indicateurs économiques, l'enjeu est celui des conditions politiques pour créer un débat politique et démocratique sur les finalités des activités économiques et sur une redéfinition de la richesse.

Une des caractéristiques communes de nombreuses organisations et réseaux de l'espace I du Forum social mondial de Porto Alegre est d'œuvrer à la démocratisation de l'économie en ouvrant des espaces publics de débat, soit à travers des campagnes sur les régulations économiques globales (taxe sur les marchés financiers, annulation de la dette, subordination du droit commercial international aux droits humains, sociaux et environnementaux...), soit à partir d'alternatives économiques et d'initiatives d'économie solidaire qui tentent au quotidien de produire, consommer, épargner différemment. Ces deux composantes des nouveaux mouvements socio-économiques ne veulent pas laisser le monopole de l'expertise économique aux dirigeants et directeurs financiers des firmes multinationales, aux actionnaires institutionnels, aux économistes des institutions multilatérales et aux ministres des finances. La question de l'évaluation et des indicateurs est justement au cœur de l'outillage nécessaire à l'organisation d'un débat public permettant une appropriation citoyenne et critique d'une approche néo-libérale qui tend à réduire les comportements économiques à la recherche du profit, l'économie au marché et la richesse à la croissance du PIB.

A travers ses intervenants, ce séminaire a présenté d'autres mesures de la richesse aux niveaux micro et macro et en provenance de tous les continents ; avec des exemples spécifiques de la contribution des activités de l'Economie Solidaire afin de montrer, entre autres, en quoi les activités d'économie solidaire génèrent non seulement une utilité économique et de développement durable mais aussi une utilité sociale qui s'exprime en termes de lien social, de lutte contre les inégalités et l'exclusion et de démocratie économique.

Propositions

Pour une évaluation plurielle de la richesse au niveau local, national et international

Proposer un cadre d'évaluation général de l'économie solidaire/développement local qui se base sur un énoncé de valeurs définies de manière participative par une population (groupe, institution, association, quartier, municipalité, pays, etc.), d'où découleraient critères et indicateurs et permettant de définir des politiques publiques alternatives avec une démarche ascendante.

Dans ce contexte :

- Prendre en compte la contribution des femmes à la création de richesse et reconceptualiser une série de concepts tels que revenu, richesse, travail, rentabilité (économique/sociale), etc.
- Faire de l'Empreinte Ecologique un indicateur de développement durable des territoires qui montre à travers un rapport annuel la dette écologique des pays du Nord envers ceux du Sud ;
- Etendre l'indice de planète vivante (WWF) pour mesurer l'impact de la dégradation de la biodiversité sur la santé des populations, en particulier des populations indigènes ;
- Intégrer la question du genre dans les indicateurs sociaux, en particulier les indicateurs de pauvreté ;
- Restructurer l'aide au développement en faisant en sorte que les agences internationales, les gouvernements nationaux, les collectivités territoriales et les ONG prennent en compte l'appui aux projets et entreprises d'économie solidaire ;

Au niveau de l'évaluation des initiatives :

Proposer un cadre d'évaluation général de l'économie solidaire qui tienne compte de ses spécificités, sur la base des spécificités locales et les définitions de création de richesse propres à la population (groupe, institution, association, quartier, municipalité, pays, etc.) qui met en place ces activités.

- Appuyer les démarches d'évaluation participative à l'initiative des acteurs de terrain avec des dispositifs adéquats leur permettant de renforcer leur dynamique interne insérée dans leur milieu plutôt que les évaluations externes soient des outils de dialogue et non seulement des démarche de contrôle venant légitimer l'action des bailleurs et/ou des ONG d'appui.
- Produire un cadre générique d'indicateurs d'impact des activités de l'économie solidaire (commerce équitable, finance solidaire) sur le développement local et qui puissent d'adapter aux conditions locales;

Les participants au séminaire souhaitant mettre leur valeurs et propositions en cohérence avec leurs actes, proposent :

- La création d'un indicateur de progrès du Forum Social Mondial qui permette d'évaluer la performance de la conformité des effets produits au FSM par rapport aux valeurs affichées, notamment en termes de participation des femmes, des pays du Sud et des plus démunis aux débats, des contributions des acteurs de l'économie solidaire à l'organisation et à la logistique, calculer et réduire l'empreinte écologique du FSM, identifier des formes et la construction de réseaux et de campagnes, comprendre l'impact sur les médias et l'opinion publique dans les différents pays, ainsi que la capacité de convocation et d'influence sur les responsables politiques...